

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux salariés travaillant à domicile, aux salariés saisonniers, aux salariés intermittents et aux salariés temporaires.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les formes et conditions de la contre-visite mentionnée au premier alinéa. Le taux, les délais et les modalités de calcul de l'indemnité complémentaire sont déterminés par voie réglementaire.

service-public.fr

- > Accident du travail : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (bénéficiaires)
- > Arrêt maladie : indemnités journalières versées au salarié : Indemnité complémentaire versée par l'employeur
- > Maladie professionnelle : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (bénéficiaires)
- > Contrôle d'un salarié en arrêt de travail : quelles sont les règles ? : Conditions pour bénéficier des indemnités complémentaires

Dictionnaire du Droit privé

- > Accident du travail

Circulaires et Instructions

- > CIRCULAIRE N° DGOS/RH3/2021/6 du 2 mars 2021 relative aux mesures destinées à inciter à l'auto-isolément des agents publics hospitaliers dans le cadre de la Covid-19.
- > CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° DSS/SD2/2016/72 du 14 mars 2016 relative à la mise en œuvre des dispositions du chapitre IX du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale

L. 1226-1-1

LOI n°2020-1576 du 14 décembre 2020 - art. 76 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Lorsque la protection de la santé publique le justifie, en cas de risque sanitaire grave et exceptionnel, tel que prévu à l'[article L. 16-10-1 du code de la sécurité sociale](#), notamment d'épidémie, nécessitant l'adoption en urgence de conditions adaptées pour le versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'[article L. 1226-1](#) du présent code, dérogatoires au droit commun, celles-ci peuvent être prévues par décret, pour une durée limitée qui ne peut excéder un an.

Dans les conditions et limites fixées par ce décret, les dérogations mises en œuvre en application du premier alinéa du présent article peuvent porter sur :

- 1° La condition d'ancienneté prévue au premier alinéa de l'[article L. 1226-1](#) ;
- 2° Le motif d'absence au travail prévu au même premier alinéa ;
- 3° Les conditions prévues aux 1° et 3° du même [article L. 1226-1](#) ;
- 4° L'exclusion des catégories de salariés mentionnées au cinquième alinéa dudit [article L. 1226-1](#) ;
- 5° Les taux de l'indemnité complémentaire prévus par le décret pris pour l'application du dernier alinéa du même [article L. 1226-1](#) ;
- 6° Les délais fixés par le même décret ;
- 7° Les modalités de calcul de l'indemnité complémentaire prévues par le même décret.

Le décret mentionné au premier alinéa du présent article détermine la durée et les conditions de mise en œuvre des dérogations et peut leur conférer une portée rétroactive, dans la limite d'un mois avant la date de sa publication.

service-public.fr

- > Accident du travail : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (bénéficiaires)
- > Arrêt maladie : indemnités journalières versées au salarié : Indemnité complémentaire versée par l'employeur
- > Maladie professionnelle : indemnités journalières pendant l'arrêt de travail : Indemnités versées par l'employeur (bénéficiaires)
- > Contrôle d'un salarié en arrêt de travail : quelles sont les règles ? : Conditions pour bénéficier des indemnités complémentaires

L. 1226-1-2

LOI n°2020-1576 du 14 décembre 2020 - art. 76 (V)

Legif. Plan Jp.C.Cass. Jp.Appel Jp.Admin. Juricaf

Le contrat de travail d'un salarié atteint d'une maladie ou victime d'un accident non professionnel demeure suspendu pendant les périodes au cours desquelles il suit les actions mentionnées à l'[article L. 323-3-1 du code de la sécurité sociale](#) dans les conditions prévues à ce même article.

service-public.fr